



Communiqué de presse

Berne, 27. April 2021

Agissons maintenant, de façon juste et raisonnable :

Oui au compromis sur la Loi CO₂

Le 13 juin, l'électorat suisse se prononcera sur la révision de la loi sur le CO₂. La loi sur le CO₂ est un ensemble de mesures efficaces qui permettent l'innovation et le progrès au profit du climat – la loi sur le CO₂ est faisable, raisonnable et nécessaire. Plus de 160 parlementaires, de nombreuses associations professionnelles et plus de 90 organisations de la société civile font campagne en faveur du compromis de la loi sur le CO₂. Le comité est prêt à s'opposer au lobby pétrolier, qui se tient derrière le référendum. Le bien commun doit primer sur les intérêts particuliers. Attendre est plus coûteux et plus risqué.

Loi sur le CO₂ – de quoi s'agit-il ?

Le changement climatique est un problème mondial. Nous devons agir pour réduire les conséquences qui sont déjà visibles aujourd'hui, comme le recul des glaciers, l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes et le déclin de la biodiversité. Depuis 1990, les émissions de gaz à effet de serre en Suisse ont diminué d'environ 14%. Alors que les émissions dans les secteurs du bâtiment et de l'industrie ont considérablement diminué, elles ont stagné dans le secteur des transports. Il est clair que la Suisse est sur la bonne voie, mais elle doit faire davantage pour atteindre ses objectifs de réduction d'ici à 2030 et pour amener ses émissions à un niveau 0 net d'ici à 2050. L'étape avec la loi sur le CO₂ est d'établir la vérité des coûts : ceux qui consomment davantage de ressources au détriment des générations futures doivent également en payer le prix. Les taxes incitatives ne finissent pas dans les caisses de l'État, mais profitent directement ou indirectement à la population et aux entreprises : deux tiers de la taxe sur le CO₂ sur les combustibles et plus de la moitié de la taxe sur les billets d'avion sont directement redistribués. Le reste est reversé à la population et à l'économie via le fonds pour le climat. Ces investissements créent des emplois et des revenus en Suisse et empêchent la fuite de milliards à l'étranger.



Large comité du Oui pour le compromis de la loi sur le CO₂

« Nous avons négocié durement et nous pouvons maintenant faire bloc derrière un compromis solide et typiquement suisse. Plus tôt nous prendrons le bon chemin sur la route de la Suisse, moins chère et moins raide sera la voie à suivre pour respecter l'engagement de l'accord de Paris sur le climat. Nous le faisons pour les générations futures afin qu'elles aient les mêmes conditions de vie », a déclaré Damian Müller, conseiller aux États PLR, lors de la conférence de presse. L'oratrice suivante, la conseillère nationale socialiste Gabriela Suter, a démontré que l'approche de la Suisse en matière de protection du climat est soutenue à la fois par la droite et par la gauche : « La nouvelle loi sur le CO₂ est juste, efficace, favorable aux familles et sociale. Si la loi est adoptée, nous sommes tous gagnants ». Elle a ensuite également réfuté les affirmations erronées des opposants : « Comme les familles ne sont pas de grands voyageurs et qu'elles ont une faible consommation d'énergie par habitant en matière de logement, ce sont elles qui bénéficient de la redistribution ».

Large soutien des villes aux montagnes

La conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach du Centre a montré que la lutte contre les conséquences du changement climatique ne concerne pas seulement la population urbaine : « En tant que pays alpin, la Suisse est particulièrement touchée par le changement climatique. C'est pourquoi les régions de montagne soutiennent la loi sur le CO₂ ». Le fonds pour le climat soutient des mesures spécifiques pour faire face aux conséquences du changement climatique dans les régions de montagne et les zones rurales, et contribue à réduire les émissions de CO₂ et à compenser les effets du changement climatique, par exemple par des programmes de rénovation des bâtiments. Delphine Klopfenstein, conseillère nationale verte de Genève, a ensuite souligné qu'il est coûteux et risqué d'attendre et de voir. Il est donc beaucoup plus important de s'engager dès maintenant sur la voie du « zéro net » et d'en tirer ainsi encore des avantages : « en sortant du pétrole, du gaz et du charbon, nous n'atténuons pas seulement la crise climatique, mais aussi notre dépendance aux importations d'énergie. Cela représente des places de travail et la création de richesse en Suisse ». Elle a également étayé sa déclaration en se référant à une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui montre qu'il est moins coûteux d'agir maintenant que d'inverser tardivement la tendance.



D'autres opportunités pour l'économie et la société suisses grâce à l'abandon de la dépendance aux énergies fossiles ont également été soulignées par le président des vert'libéraux, Jürg Grossen : « Notre industrie de la construction, le secteur des services de construction et l'industrie de l'approvisionnement en véhicules seront soutenus par des incitations et un soutien ciblé aux technologies modernes à faibles émissions ». Finalement, Lilian Studer, conseillère nationale PEV, a présenté un fait qui n'a pas encore été largement mis en évidence : « Plus de protection du climat signifie aussi moins de pollution atmosphérique. Les mesures de protection du climat ont donc aussi un bénéfice direct pour la santé. Moins d'hospitalisations dues à des maladies respiratoires, cardiaques et circulatoires, moins de cas de bronchite aiguë chez les enfants, moins de crises d'asthme chez les adultes. Cela a également un impact positif sur les coûts de la santé ». Il est donc également important pour notre santé que des mesures soient prises maintenant et non remises à un débat ultérieur.

Plus d'informations sur la campagne du Oui : <https://pourleclimat.ch/>

Contacts :

- › Christine Bulliard-Marbach, conseillère nationale (Le Centre, FR), 079 449 05 69
 - › Jürg Grossen, conseiller national (vert'libéraux, BE), 079 444 94 65
 - › Delphine Klopfenstein, conseillère nationale (Les VERT-E-S, GE)
 - › Damian Müller, conseiller aux États (PLR, LU), 079 569 09 39
 - › Lilian Studer, conseillère nationale (PEV, AG), 076 575 24 77
 - › Gabriela Suter, conseillère nationale (PS, AG), SP 076 432 40 27
-
- › Marcel Schuler, chef de campagnes PLR.Les Libéraux-Radicaux, 079 589 22 22
 - › Pierrette Rey, porte-parole du WWF, 079 662 47 45